



Voici les résultats du troisième trimestre de l'exercice 2015, terminé le 31 décembre 2014.

- Le bénéfice net a totalisé 154,6 millions de dollars, en hausse de 10,5 millions de dollars ou 7,3 %.
- Le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA) s'est établi à 278,7 millions de dollars, en hausse de 18,7 millions de dollars ou 7,2 %.
- Les revenus du trimestre ont totalisé 2,822 milliards de dollars, en hausse de 478,6 millions de dollars ou 20,4 %.
- Le bénéfice par action (BPA) de base et le BPA dilué se sont établis à 0,39 \$ et à 0,38 \$, respectivement, pour le trimestre, comparativement à un BPA de base et à un BPA dilué de 0,37 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 5,4 % et 2,7 %, respectivement.

(en millions de dollars canadiens (CAD), sauf les données par action)

(non auditées)	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 décembre 2014	31 décembre 2013	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Revenus	2 821,8	2 343,2	8 143,9	6 747,0
BAIIA	278,7	260,0	829,8	742,5
Bénéfice net	154,6	144,1	455,6	414,2
BPA				
De base	0,39	0,37	1,15	1,06
Dilué	0,38	0,37	1,14	1,05

- Dans le Secteur USA, le prix moyen du bloc¹ par livre de fromage a augmenté de 0,22 \$ US et le prix moyen du beurre² par livre a augmenté de 0,45 \$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, donnant lieu à une hausse des revenus. Les facteurs du marché³ ont eu une incidence défavorable sur le BAIIA, ce qui a contrebalancé les initiatives relatives aux prix et l'efficacité opérationnelle.
- Le BAIIA du Secteur Canada a diminué principalement en raison de la hausse des coûts liés à l'entreposage et à la logistique, en plus d'un environnement plus concurrentiel.
- Le BAIIA du Secteur International a augmenté en raison de l'apport de la Division Produits laitiers (Australie) découlant de l'acquisition de Warrnambool Cheese & Butter Factory Company Holdings Limited, dont les activités sont consolidées depuis le 21 janvier 2014 (l'acquisition de Warrnambool), ce qui a contrebalancé la baisse des prix de vente sur les marchés d'exportation.
- Une réduction de valeur des stocks de 6,8 millions de dollars a été enregistrée dans le Secteur International en raison de la chute des prix de vente sur le marché d'exportation au cours du trimestre.
- La fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin au cours du trimestre a eu une incidence positive sur les revenus et le BAIIA par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,13 \$ par action, payable le 13 mars 2015 aux actionnaires ordinaires inscrits le 2 mars 2015.
- Le 14 novembre 2014, Saputo inc. a déposé un prospectus préalable de base simplifié permettant un placement de billets de premier rang non assortis d'une sûreté auprès du public sur une période de 25 mois dans le cadre d'un programme de billets à moyen terme. Le 26 novembre 2014, la Société a émis des billets à moyen terme de série 1 pour un montant de 300 millions de dollars portant intérêt à un taux annuel de 2,654 % et échéant le 26 novembre 2019. Les intérêts sont payables en versements semestriels égaux.
- Le 2 février 2015, la Société a complété la transaction précédemment annoncée le 18 décembre 2014 avec Boulangerie Canada Bread Limitée, une unité d'affaires de Grupo Bimbo S.A.B. de C.V., dans le cadre de laquelle elle a vendu Saputo Boulangerie inc., la Division Boulangerie de la Société classée dans le Secteur Canada. Le prix de vente de 120 millions de dollars sur une base libre d'endettement, a été reçu comptant à la clôture.

¹ Le « prix moyen du bloc » correspond au prix moyen quotidien d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME), utilisé comme prix de base du fromage.

² Le « prix moyen du beurre » correspond au prix moyen quotidien du beurre de catégorie AA transigé sur la CME, utilisé comme prix de base du beurre.

³ Les facteurs du marché comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers, ainsi que l'incidence du prix moyen du beurre sur les ventes d'aliments laitiers.

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objectif de fournir aux investisseurs une meilleure compréhension des activités, de la performance et de la stratégie de la Société, et d'analyser les résultats et la situation financière de la Société pour le trimestre terminé le 31 décembre 2014. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes complémentaires pour les périodes de trois et de neuf mois terminées les 31 décembre 2014 et 2013. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société ont été préparés conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telle que publiée par l'International Accounting Standards Board. Sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens. Ce rapport tient compte des éléments importants survenus entre le 31 décembre 2014 et le 5 février 2015, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. De l'information additionnelle relativement à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 mars 2014, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés prospectifs au sens de la législation en valeurs mobilières. Ces énoncés sont fondés, entre autres, sur les hypothèses, les attentes, les estimations, les objectifs, les projets et les intentions de Saputo à la date des présentes en ce qui concerne les revenus et les charges prévus, l'environnement économique, industriel, concurrentiel et réglementaire dans lequel la Société exerce ses activités ou qui serait susceptible d'avoir une incidence sur ses activités, sa capacité à attirer et à conserver des clients et des consommateurs, ainsi que la disponibilité et le coût du lait et des autres matières premières et l'approvisionnement en énergie, ses charges d'exploitation et le prix de ses produits finis sur les différents marchés où elle exerce ses activités.

Ces énoncés prospectifs portent notamment sur les objectifs à court et à moyen terme de la Société, ses perspectives, ses projets commerciaux et ses stratégies pour atteindre ces objectifs, ainsi que sur ses convictions, ses projets, ses objectifs et ses attentes. Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'emploi de termes comme « pouvoir », « devoir », « croire », « prévoir », « planifier », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « anticiper », « estimer », « projeter », « objectif », « continuer », « proposer », « cibler » ou « viser » à la forme affirmative ou négative, à l'emploi du conditionnel ou du futur, et à l'emploi d'autres termes semblables.

De par leur nature, les énoncés prospectifs sont exposés à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les résultats réels peuvent être très différents des conclusions ou des prévisions données dans ces énoncés prospectifs. Par conséquent, la Société ne peut garantir que les énoncés prospectifs se réaliseront. Les hypothèses, les attentes et les estimations qui ont servi à la préparation des énoncés prospectifs et les risques qui pourraient entraîner un écart important entre les résultats réels et les attentes actuelles sont exposés dans les documents de la Société déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières, notamment à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion figurant au rapport annuel 2014 de la Société.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les estimations, les attentes et les hypothèses actuelles de la direction, que cette dernière estime raisonnables à la date des présentes, et par conséquent, sont sujets à changement par la suite. Vous ne devez pas accorder une importance indue à ces énoncés ni vous y fier à une autre date.

À moins que la législation en valeurs mobilières l'exige, Saputo ne s'engage nullement à mettre à jour ou à réviser ces énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, qu'elle peut faire ou qui peuvent être faits, pour son compte, à l'occasion, à la suite d'une nouvelle information, d'événements à venir ou autrement.

MESURE DE CALCUL DES RÉSULTATS NON CONFORME AUX NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

Dans certains cas, lors de l'évaluation de mesures financières de la performance, la Société fait référence à des termes tels que « BAIIA », « BAIIA ajusté », « bénéfice net ajusté » et « bénéfice par action ajusté », qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS. Par conséquent, ces mesures non définies par les IFRS ne sont pas susceptibles d'être comparables à des mesures intitulées ou décrites de façon semblable qui sont appliquées par d'autres sociétés cotées en Bourse, et elles n'indiquent pas non plus que les éléments exclus sont non récurrents. La Société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA) comme mesure de performance, car il s'agit d'une mesure couramment utilisée dans le secteur et qu'elle reflète la rentabilité continue des activités consolidées de la Société.

Le BAIIA ajusté représente le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement et coûts d'acquisition, de restructuration et autres coûts. D'après la définition qu'en fait la Société, le bénéfice net ajusté s'entend du bénéfice net avant l'inclusion des coûts d'acquisition, de restructuration et autres coûts, déduction faite des impôts sur les bénéfices qui s'appliquent, le cas échéant. Le bénéfice par action ajusté correspond au bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de Saputo inc. par action ordinaire (de base et dilué). Les mesures financières définies par les IFRS les plus comparables aux mesures utilisées par la Société sont le BAIIA, ainsi que le bénéfice net et le bénéfice par action (de base et dilué).

Le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice par action ajusté, tels qu'ils sont utilisés par la direction, permettent de présenter avec une plus grande précision et une meilleure comparabilité les activités en cours de la Société. Ces mesures procurent également aux lecteurs une représentation des activités jugée plus pertinente en ce qui a trait à la performance financière de la Société, car elle inclut de l'information financière supplémentaire qui peut être utilisée pour dégager les tendances ou des informations à fournir additionnelles qui donnent des détails sur la façon dont les activités de la Société sont exercées. Les mesures non définies par les IFRS permettent également une meilleure comparabilité avec les résultats des exercices précédents de la Société.

Les définitions présentées ci-dessus sont utilisées dans le contexte des résultats et des activités des périodes de trois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2014. Elles pourraient changer en fonction de transactions futures et, si la direction le juge nécessaire, pour favoriser une meilleure compréhension et une meilleure comparabilité des résultats et activités futurs de la Société.

Le tableau ci-après présente un rapprochement du BAIIA, du bénéfice net et du bénéfice par action avec le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice par action ajusté pour les périodes de trois mois au cours desquelles la direction a présenté ces mesures ajustées.

(en millions de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois terminées les	
	31 mars 2014	31 mars 2013
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices	232,1	187,4
Coûts d'acquisition	9,5	9,7
Coûts de restructuration	30,7	32,6
Autres	5,5	-
BAIIA ajusté	277,8	229,7

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)

	Pour les périodes de trois mois terminées les					
	31 mars 2014			31 mars 2013		
	Total	Par action		Total	Par action	
De base		Dilué	De base		Dilué	
Bénéfice net	119,8	0,31	0,31	100,5	0,26	0,25
Coûts d'acquisition ¹	9,2	0,02	0,02	6,1	0,01	0,01
Coûts de restructuration ¹	19,9	0,05	0,05	22,6	0,06	0,06
Autres coûts ¹	3,9	0,01	0,01	-	-	-
Bénéfice net ajusté	152,8	0,39	0,39	129,2	0,33	0,32

¹ Après impôts sur les bénéfices.

La direction n'a exclu aucun élément du calcul du BAIIA, du bénéfice net et du bénéfice par action pour les périodes de trois et de neuf mois terminées les 31 décembre 2014 et 2013. Par conséquent, aucun ajustement n'est nécessaire pour calculer le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice par action ajusté de ces périodes.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Les **revenus consolidés** du trimestre terminé le 31 décembre 2014 se sont élevés à 2,822 milliards de dollars, en hausse de 478,6 millions de dollars ou 20,4 % comparativement à 2,343 milliards de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse est partiellement attribuable à l'inclusion de la Division Produits laitiers (Australie) dans le Secteur International et à l'acquisition de Scotsburn dans le Secteur Canada. De plus, l'augmentation du prix moyen du bloc par livre de fromage et du prix moyen du beurre dans le Secteur USA par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent a également contribué à une hausse des revenus. Cette hausse est également attribuable à l'augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût du lait et à une combinaison de produits favorable dans le Secteur International ainsi qu'à l'augmentation des volumes de ventes dans le Secteur USA. La fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin a donné lieu à une augmentation des revenus d'environ 61 millions de dollars.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, les revenus ont totalisé 8,144 milliards de dollars, en hausse de 1,397 milliard de dollars ou 20,7 % comparativement à 6,747 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'inclusion des revenus tirés de la Division Produits laitiers (Australie) dans le Secteur International et l'acquisition de Scotsburn dans le Secteur Canada ont contribué à cette hausse. L'augmentation du prix moyen du bloc par livre de fromage et du prix moyen du beurre dans le Secteur USA a donné lieu à une hausse des revenus par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût du lait dans le Secteur International ainsi que l'augmentation des prix de vente sur les marchés d'exportation ont donné lieu à une hausse des revenus. De plus, l'augmentation des volumes de ventes dans le Secteur USA s'est traduite par une hausse des revenus. La fluctuation du dollar canadien a donné lieu à une hausse des revenus d'environ 112 millions de dollars.

Le **bénéfice consolidé avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA)** du troisième trimestre de l'exercice 2015 s'est établi à 278,7 millions de dollars, en hausse de 18,7 millions de dollars ou 7,2 % comparativement à 260,0 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'apport de la Division Produits laitiers (Australie) pour le trimestre ainsi que la hausse des prix de vente sur les marchés d'exportation principalement liée au dollar américain favorable ont donné lieu à une augmentation du BAIIA dans le Secteur International. Le Secteur International comprend également une réduction de valeur des stocks découlant de la chute des prix de vente sur le marché d'exportation au cours du trimestre, ce qui a donné lieu à une diminution du BAIIA. Dans le Secteur USA, des initiatives relatives aux prix et l'efficience accrue ont eu une incidence positive sur le BAIIA, ce qui a contrebalancé les facteurs du marché défavorables. Dans le Secteur Canada, la hausse des coûts liés à l'entreposage, à la logistique, à la production et aux ingrédients a eu une incidence négative sur le BAIIA. La fluctuation du dollar canadien a eu une incidence favorable sur le BAIIA par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, le BAIIA s'est établi à 829,8 millions de dollars, en hausse de 87,3 millions de dollars ou 11,8 % comparativement à 742,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est partiellement attribuable au BAIIA découlant de l'inclusion de la Division Produits laitiers (Australie) et à la hausse des prix de vente dans le Secteur International. Dans le Secteur USA, la hausse des volumes de ventes, les initiatives relatives aux prix et l'efficience accrue ont contrebalancé des facteurs du marché défavorables et la réduction de valeur des stocks dans le Secteur International par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des coûts d'exploitation des Secteurs Canada et International a eu une incidence négative sur le BAIIA. La fluctuation du dollar canadien a donné lieu à une augmentation du BAIIA par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

AUTRES ÉLÉMENTS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

L'**amortissement** pour le troisième trimestre de l'exercice 2015 a totalisé 43,9 millions de dollars, en hausse de 6,7 millions de dollars comparativement à 37,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, la charge d'amortissement a totalisé 124,2 millions de dollars, en hausse de 17,0 millions de dollars comparativement à 107,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces augmentations s'expliquent principalement par la charge d'amortissement additionnelle liée à l'acquisition de Warrnambool. Les augmentations reflètent également les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les **charges d'intérêts nettes** se sont accrues de 0,2 million de dollars et de 6,0 millions de dollars au cours des périodes de trois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2014, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces hausses sont surtout attribuables à l'augmentation des emprunts, en raison de l'acquisition de Warrnambool.

Les **impôts sur les bénéfices** pour le troisième trimestre de l'exercice 2015 ont totalisé 62,1 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 28,7 % comparativement à 29,7 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les impôts sur les bénéfices pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014 ont totalisé 194,1 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition de 29,9 % comparativement à 29,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le taux d'imposition varie et peut augmenter ou diminuer selon le montant et la source des bénéfices imposables, les modifications apportées aux lois fiscales et aux taux d'imposition, et la révision des hypothèses et des estimations ayant servi à l'établissement des actifs ou des passifs fiscaux de la Société et de ses sociétés affiliées.

Le **bénéfice net** s'est chiffré à 154,6 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 décembre 2014 comparativement à 144,1 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, le bénéfice net a totalisé 455,6 millions de dollars comparativement à 414,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ce résultat reflète les divers facteurs analysés dans le présent rapport.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)

Exercices	2015			2014				2013
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenus	2 821,8	2 701,3	2 620,8	2 485,9	2 343,2	2 230,3	2 173,5	2 053,3
BAlIA ajusté ¹	278,7	282,2	268,9	277,8	260,0	240,4	242,1	229,7
Bénéfice net	154,6	155,7	145,3	119,8	144,1	133,3	136,7	100,5
Bénéfice net ajusté ¹	154,6	155,7	145,3	152,8	144,1	133,3	136,7	129,2
BPA								
De base	0,39	0,39	0,37	0,31	0,37	0,34	0,35	0,26
Dilué	0,38	0,39	0,36	0,31	0,37	0,34	0,34	0,25
BPA ajusté ¹								
De base	0,39	0,39	0,37	0,39	0,37	0,34	0,35	0,33
Dilué	0,38	0,39	0,36	0,39	0,37	0,34	0,34	0,32

¹ Le BAlIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice par action ajusté (de base et dilué) sont des mesures non définies par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière » du présent rapport pour la définition de ces termes.

Principaux facteurs consolidés ayant une incidence positive (négative) sur le BAlIA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2015			2014			
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Facteurs du marché ^{1, 2}	(20)	10	(35)	16	9	(17)	12
Taux de change du dollar américain ¹	10	6	7	9	5	4	1

¹ Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

² Les facteurs du marché comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers, ainsi que l'incidence du prix moyen du beurre sur les ventes d'aliments laitiers.

TRÉSORERIE, RESSOURCES FINANCIÈRES ET CAPITAL

(en milliers de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	256 801	255 079	711 304	696 148
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	182 301	209 776	493 328	511 683
Trésorerie utilisée pour les activités d'investissement	(74 948)	(50 040)	(213 425)	(146 335)
Trésorerie utilisée pour les activités de financement	(109 540)	(112 725)	(270 885)	(327 590)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(2 187)	47 011	9 018	37 758

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, la trésorerie générée par les **activités d'exploitation** a totalisé 256,8 millions de dollars comparativement à 255,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une hausse de 1,7 million de dollars. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, la trésorerie générée par les activités d'exploitation a totalisé 711,3 millions de dollars comparativement à 696,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 15,2 millions de dollars.

La **trésorerie nette générée par les activités d'exploitation** au cours des périodes de trois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2014 s'est élevée à 182,3 millions de dollars et à 493,3 millions de dollars comparativement à 209,8 millions de dollars et à 511,7 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette diminution de la trésorerie de 27,5 millions de dollars et de 18,4 millions de dollars est attribuable à l'augmentation des impôts sur les bénéfices payés et aux variations des éléments hors caisse du fonds de roulement découlant principalement d'une hausse des frais payés d'avance et autres éléments d'actif.

Les **activités d'investissement** pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014 ont consisté en des ajouts en immobilisations d'un montant de 54,8 millions de dollars et en une hausse des autres actifs d'un montant de 20,5 millions de dollars. Les activités d'investissement pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014 ont consisté en des ajouts en immobilisations d'un montant de 128,9 millions de dollars, en des paiements cumulatifs liés à l'acquisition de Scotsburn d'un montant de 65,0 millions de dollars et en une hausse des autres actifs d'un montant de 21,3 millions de dollars.

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2014, les **activités de financement** comprenaient une hausse de la dette à long terme de 300,0 millions de dollars découlant d'une offre de dette publique et l'émission d'actions dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions pour une contrepartie en trésorerie de 6,6 millions de dollars. En outre, la Société a versé des dividendes d'un montant de 50,8 millions de dollars, a remboursé des emprunts bancaires et une tranche de la dette à long terme de 148,6 millions de dollars et de 190,9 millions de dollars, respectivement, et a racheté des actions pour un montant de 25,9 millions de dollars. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, la Société a reçu un produit tiré de l'émission de la dette à long terme de 410,0 millions de dollars, a remboursé des emprunts bancaires et une tranche de la dette à long terme de 104,6 millions de dollars et de 414,2 millions de dollars, respectivement, et a émis des actions dans le cadre du régime d'options sur actions pour une contrepartie en trésorerie de 33,4 millions de dollars. De plus, la Société a racheté des actions pour un montant de 48,8 millions de dollars et a versé des dividendes d'un montant de 146,8 millions de dollars.

Trésorerie

(en milliers de dollars CAD, sauf le ratio)

	31 décembre 2014	31 mars 2014
Actif à court terme	1 961 064	1 895 846
Passif à court terme	1 362 245	1 725 094
Fonds de roulement	598 819	170 752
Ratio du fonds de roulement	1,44	1,10

Gestion du capital

La stratégie de la Société en matière de capital nécessite une structure de financement bien équilibrée afin de maintenir la souplesse nécessaire pour mettre en œuvre des projets de croissance tout en lui permettant d'effectuer des dépenses en immobilisations de façon disciplinée et de maximiser la valeur pour les actionnaires.

(en milliers de dollars CAD, sauf le ratio et le nombre d'actions et d'options)

	31 décembre 2014	31 mars 2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie	47 252	39 346
Emprunts bancaires	200 164	310 066
Dette à long terme	1 790 505	1 789 294
Total des capitaux propres	3 229 058	2 839 160
Ratio de la dette portant intérêt sur les capitaux propres ¹	0,60	0,73
Nombre d'actions ordinaires	390 919 145	390 137 824
Nombre d'options d'achat d'actions	18 468 295	16 896 962

¹ Nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Au 31 décembre 2014, la Société disposait de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 47,3 millions de dollars et de facilités de crédit bancaire existantes d'environ 925 millions de dollars, desquelles une tranche de 200,2 millions de dollars était prélevée. Se reporter aux notes 5 et 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour de plus amples renseignements sur les emprunts bancaires et la dette à long terme.

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont des actions avec droit de vote et droit de participation. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, et les modalités et privilèges de chaque série doivent être établis au moment de leur émission. Aucune action privilégiée n'est en circulation. Au 31 janvier 2015, 391 058 516 actions ordinaires et 18 328 924 options d'achat d'actions étaient en circulation.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Les obligations contractuelles de la Société consistent en des engagements relativement au remboursement de certains de ses emprunts à long terme ainsi qu'en certains contrats de location visant des locaux, de l'équipement et du matériel roulant.

(en milliers de dollars CAD)

	31 décembre 2014			31 mars 2014		
	Dette à long terme	Loyaux minimaux	Total	Dette à long terme	Loyers minimaux	Total
Moins de 1 an	220 505	25 630	246 135	393 600	24 558	418 158
De 1 à 2 ans	432 500	19 117	451 617	213 819	17 395	231 214
De 2 à 3 ans	212 500	15 340	227 840	1 181 875	11 755	1 193 630
De 3 à 4 ans	212 500	12 232	224 732	-	8 919	8 919
De 4 à 5 ans	712 500	9 697	722 197	-	6 816	6 816
Plus de 5 ans	-	29 411	29 411	-	16 494	16 494
	1 790 505	111 427	1 901 932	1 789 294	85 937	1 875 231

BILAN

En ce qui concerne les éléments du bilan au 31 décembre 2014, comparativement à ceux au 31 mars 2014, les variations sont attribuables aux fluctuations normales d'exploitation.

SUIVI SUR CERTAINS ÉLÉMENTS FAISANT L'OBJET D'UNE ANALYSE

Pour une analyse relative aux garanties, aux transactions entre parties liées, aux normes comptables, aux méthodes comptables critiques et au recours à des estimations comptables, aux normes futures, aux nouvelles normes comptables adoptées, aux risques et incertitudes, ainsi qu'une analyse de sensibilité des variations de taux d'intérêt et de la devise américaine, veuillez consulter l'information contenue dans le rapport annuel 2014 de la Société (pages 18 à 27 du rapport de gestion).

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information. Les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée à la direction en temps opportun, afin que l'information devant être présentée en vertu de la législation sur les valeurs mobilières soit constatée, traitée, résumée et présentée dans les délais précisés dans cette législation.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables d'établir et de maintenir le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef des finances, conjointement avec la direction, ont conclu, au meilleur de leur connaissance et après avoir procédé à une évaluation, qu'il n'y a eu, au 31 décembre 2014, aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui ait pu avoir une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

INFORMATION SECTORIELLE

Secteur Canada

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2015			2014			
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	1 005,4	971,7	949,1	881,4	955,6	920,5	896,0
BAIIA	102,1	106,8	113,3	108,9	116,1	116,7	115,7

Le Secteur Canada comprend la Division Produits laitiers (Canada) et la Division Boulangerie. La Division Boulangerie représente moins de 5 % des revenus du secteur et a été vendue dans le cadre d'une transaction qui s'est conclue le 2 février 2015.

Revenus

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2014, les revenus du Secteur Canada ont totalisé 1,005 milliard de dollars, en hausse de 49,8 millions de dollars comparativement à 955,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'inclusion des revenus tirés de l'acquisition de Scotsburn a contribué à cette hausse pour le trimestre. De plus, dans la Division Produits laitiers (Canada), la hausse des prix de vente découlant de la hausse du coût de la matière première, le lait, et une combinaison de produits favorable ont donné lieu à une augmentation des revenus par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, les revenus du Secteur Canada ont totalisé 2,926 milliards de dollars, en hausse de 154,0 millions de dollars comparativement à 2,772 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'inclusion des revenus tirés de l'acquisition de Scotsburn depuis le 14 avril 2014 a permis d'accroître les revenus pour la période. De plus, l'augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût du lait, l'augmentation des volumes de ventes ainsi qu'une combinaison de produits favorable ont eu une incidence positive sur les revenus.

BAIIA

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2014, le BAIIA s'est chiffré à 102,1 millions de dollars, en baisse de 14,0 millions de dollars ou 12,0 % comparativement à 116,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Dans la Division Produits laitiers (Canada), le retard dans l'achèvement du projet du nouveau centre de distribution situé à Saint-Laurent, au Québec, a donné lieu à une augmentation des coûts liés à l'entreposage et à la logistique. De plus, un environnement plus concurrentiel ainsi qu'une hausse des coûts de production et des coûts des ingrédients ont eu une incidence négative sur le BAIIA par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse a été partiellement contrebalancée par l'apport positif de l'acquisition de Scotsburn.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA s'est établi à 322,2 millions de dollars, en baisse de 26,3 millions de dollars ou 7,5 % comparativement à 348,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse est principalement attribuable à une augmentation des coûts liés à l'entreposage et à la logistique, notamment en ce qui a trait au retard dans l'achèvement du projet du nouveau centre de distribution situé à Saint-Laurent, au Québec. La concurrence accrue sur le marché ainsi que la hausse des coûts de production et des coûts des ingrédients ont également donné lieu à une diminution du BAIIA. Cette baisse a été partiellement contrebalancée par une hausse des volumes de ventes par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, de même que par l'apport de l'acquisition de Scotsburn.

Secteur USA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2015			2014			
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	1 394,5	1 345,1	1 291,9	1 220,0	1 138,0	1 078,6	1 053,3
BAIIA	139,5	136,6	117,8	128,1	121,1	107,9	112,6

Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2015			2014			
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Facteurs du marché ^{1,2}	(20)	10	(35)	16	9	(17)	12
Taux de change du dollar américain ¹	10	6	7	9	5	4	1

¹ Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

² Les facteurs du marché comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers, ainsi que l'incidence du prix moyen du beurre sur les ventes d'aliments laitiers.

Autres informations pertinentes

(en dollars US, sauf le taux de change moyen)

Exercices	2015			2014			
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Prix moyen du bloc par livre de fromage	2,052	2,111	2,161	2,178	1,836	1,735	1,779
Prix de clôture par livre de fromage ¹	1,553	2,208	2,000	2,385	2,000	1,765	1,638
Prix moyen du beurre par livre	2,026	2,676	2,123	1,832	1,579	1,467	1,610
Prix de clôture du beurre par livre ²	1,555	2,895	2,500	2,000	1,533	1,610	1,428
Prix de marché moyen du lactosérum par livre ³	0,580	0,653	0,660	0,620	0,570	0,580	0,580
Écart ⁴	0,036	(0,021)	(0,008)	0,012	0,044	0,041	0,046
Taux de change moyen du dollar américain par rapport au dollar canadien ⁵	1,134	1,090	1,091	1,104	1,042	1,039	1,023

¹ Le prix de clôture du bloc correspond au prix d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME) le dernier jour ouvrable de chaque trimestre.

² Le prix de clôture du beurre correspond au prix du beurre de catégorie AA transigé sur la CME le dernier jour ouvrable de chaque trimestre.

³ Le prix de marché moyen du lactosérum est basé sur les informations publiées par le Dairy Market News.

⁴ L'écart correspond au prix moyen du bloc par livre de fromage moins le résultat du coût moyen par 100 livres de lait de catégorie III et/ou de catégorie 4b divisé par 10.

⁵ Selon l'information publiée par la Banque du Canada.

Le Secteur USA comprend la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA).

Revenus

Les revenus du Secteur USA se sont élevés à 1,395 milliard de dollars pour le trimestre terminé le 31 décembre 2014, en hausse de 256,5 millions de dollars comparativement à 1,138 milliard de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation du prix moyen du bloc par livre de fromage, lequel s'est établi à 2,05 \$ US au troisième trimestre de l'exercice 2015 comparativement à 1,84 \$ US au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ainsi que le prix moyen du beurre, qui est passé de 1,58 \$ US à 2,03 \$ US, ont donné lieu à une hausse des revenus d'environ 136 millions de dollars. La hausse des prix de vente dans la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA) et l'augmentation des volumes de ventes au cours du trimestre ont eu une incidence positive sur les revenus par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a donné lieu à une augmentation des revenus d'environ 92 millions de dollars.

Depuis le début de l'exercice, les revenus ont totalisé 4,032 milliards de dollars, en hausse de 761,6 millions de dollars comparativement à 3,270 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du prix moyen du bloc par livre de fromage et du prix moyen du beurre, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, a donné lieu à une hausse des revenus d'environ 442 millions de dollars. Une augmentation des volumes de ventes a également contribué à cette hausse. L'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a donné lieu à une augmentation des revenus d'environ 215 millions de dollars.

BAIIA

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2014, le BAIIA s'est établi à 139,5 millions de dollars, en hausse de 18,4 millions de dollars ou 15,2 % comparativement à 121,1 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Dans la Division Fromages (USA), les initiatives relatives aux prix, l'efficacité opérationnelle et la hausse des volumes de ventes ont fait augmenter le BAIIA par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, le prix d'ouverture du bloc s'est établi à 2,21 \$ US, tandis que le prix de clôture s'est établi à 1,55 \$ US, soit une baisse de 0,66 \$ US, comparativement à un prix d'ouverture de 1,77 \$ US et à un prix de clôture de 2,00 \$ US, soit une augmentation de 0,23 \$ US, pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'écart net pour ce trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent a eu une incidence défavorable sur la réalisation des stocks. La relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, a été moins favorable par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le prix moyen du bloc par livre de fromage s'est établi à 2,05 \$ US pour le trimestre, en hausse de 0,22 \$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui a eu une incidence favorable sur l'absorption des frais fixes. De plus, la hausse des volumes de ventes et la diminution plus marquée du prix moyen du beurre au troisième trimestre de l'exercice 2015 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent a eu une incidence positive sur le BAIIA dans la Division Aliments laitiers (USA). Ces facteurs du marché combinés ont eu une incidence négative d'environ 20 millions de dollars sur le BAIIA. L'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence positive d'environ 10 millions de dollars sur le BAIIA.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA s'est établi à 393,9 millions de dollars, en hausse de 52,2 millions de dollars comparativement à 341,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les initiatives relatives aux prix, l'augmentation des volumes de ventes et l'efficacité opérationnelle dans la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA) ont eu une incidence positive sur le BAIIA. Les facteurs du marché ont donné lieu à une diminution du BAIIA d'environ 45 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014, principalement en raison de la relation défavorable entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, ainsi que de l'incidence défavorable de la réalisation des stocks découlant d'une baisse du prix moyen du bloc par livre de fromage au cours de l'exercice 2015 comparativement à la hausse au cours de l'exercice 2014. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par l'incidence favorable sur l'absorption des frais fixes de la hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, de même que par une diminution plus marquée du prix moyen du beurre au cours de l'exercice 2015. L'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence positive d'environ 23 millions de dollars sur le BAIIA.

Secteur International

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2015			2014			
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	422,0	384,5	379,7	384,5	249,5	231,2	224,2
BAIIA	37,1	38,7	37,8	40,8	22,8	15,8	13,8

Le Secteur International comprend la Division Produits laitiers (Argentine), la Division Produits laitiers (Australie) et la Division Ingrédients laitiers. La Division Ingrédients laitiers comprend les ventes nationales et d'exportation d'ingrédients de nos divisions nord-américaines, ainsi que l'exportation de fromages de ces divisions.

Revenus

Les revenus du Secteur International ont totalisé 422,0 millions de dollars pour le trimestre, soit une hausse de 172,5 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à l'inclusion des revenus de la Division Produits laitiers (Australie) pour le trimestre. Les revenus de la Division Produits laitiers (Argentine) ont augmenté en raison de la hausse des prix de vente, partiellement contrebalancée par la baisse des volumes de ventes par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les revenus de la Division Ingrédients laitiers ont augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison de la hausse des volumes de ventes sur le marché d'exportation et de la combinaison de produits favorable. La fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises étrangères utilisées dans le Secteur International a entraîné une baisse des revenus d'environ 32 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, les revenus ont totalisé 1,186 milliard de dollars, en hausse de 481,3 millions de dollars comparativement à 704,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à l'inclusion des revenus de la Division Produits laitiers (Australie) pour la période. L'augmentation des revenus tirés de la Division Produits laitiers (Argentine) est attribuable à la hausse des prix de vente sur le marché de l'exportation pour la période de neuf mois, de même qu'à la hausse des prix de vente découlant de l'augmentation du coût de la matière première, le lait, pour la même période. Les volumes de ventes sur le marché d'exportation ont diminué par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les revenus de la Division Ingrédients laitiers ont augmenté par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison d'une hausse des volumes de ventes et des prix de vente sur le marché international. La fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises étrangères utilisées dans le Secteur International a entraîné une baisse des revenus d'environ 104 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

BAIIA

Le BAIIA du Secteur International s'est élevé à 37,1 millions de dollars, soit une hausse de 14,3 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'inclusion du BAIIA provenant de la Division Produits laitiers (Australie) pour le trimestre. Le BAIIA de la Division Produits laitiers (Argentine) a diminué par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la baisse des volumes de ventes sur le marché d'exportation et de l'augmentation des coûts d'exploitation au cours du trimestre. Le BAIIA pour le trimestre comprend une réduction de valeur des stocks de 6,8 millions de dollars découlant de la baisse des prix de vente sur le marché d'exportation. Le BAIIA de la Division Ingrédients laitiers est comparable à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, puisque le secteur a profité d'une hausse des prix de vente sur le marché d'exportation, laquelle a été contrebalancée par une augmentation des coûts d'exploitation.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA a totalisé 113,7 millions de dollars, soit une hausse de 61,3 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est attribuable à l'inclusion du BAIIA provenant de la Division Produits laitiers (Australie) pour la période ainsi qu'à l'augmentation du BAIIA de la Division Produits laitiers (Argentine) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du BAIIA de la Division Produits laitiers (Argentine) est principalement attribuable à la hausse des prix de vente sur le marché d'exportation, partiellement contrebalancée par une hausse des coûts d'exploitation. Le BAIIA pour la période comprend une réduction de valeur des stocks de 6,8 millions de dollars découlant de la baisse des prix de vente sur le marché d'exportation. Le BAIIA de la Division Ingrédients laitiers est demeuré stable par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, car une hausse des prix de vente sur le marché international a compensé la légère baisse des volumes de ventes et la hausse des coûts d'exploitation.

PERSPECTIVES

Pour le Secteur Canada, l'exercice financier 2015 demeure une année remplie de défis en raison des conditions de marché concurrentielles qui devraient continuer d'exercer une pression à la baisse sur les marges. Malgré cela, le secteur continue d'évaluer de nouvelles occasions de croissance et des synergies de coûts possibles dans le but d'atténuer ces conditions. L'acquisition de Scotsburn complétée le 14 avril 2014 permet à la Division Produits laitiers (Canada) d'accroître sa présence dans les Maritimes. Cette acquisition s'inscrit dans les efforts continus de la Société visant à accroître les volumes dans la catégorie du lait nature. En outre, la division cherchera des occasions dans des catégories qui offrent un potentiel de croissance et pour lesquelles la Société est bien positionnée, notamment les catégories des produits laitiers à valeur ajoutée et des fromages de spécialité. Un investissement continu de ressources et d'énergie dans ces catégories permet à la Société de tirer parti d'un réseau de distribution national afin de maximiser l'accessibilité au Canada.

L'innovation demeure une priorité, permettant au secteur d'offrir des produits qui répondent aux besoins des consommateurs d'aujourd'hui. Par conséquent, des ressources sont affectées à l'innovation de produits, ce qui permet au secteur de nouer et de conserver des relations à long terme avec les consommateurs et les clients.

La Division Produits laitiers (Canada) s'attend à achever, d'ici la fin de l'exercice 2015, le projet qui vise à regrouper les activités de distribution de la région du Grand Montréal dans un seul centre situé à Saint-Laurent, au Québec, ce qui devait être complété au premier trimestre de l'exercice 2015. Cette initiative a été annoncée au cours de l'exercice 2013 et découle de l'évaluation continue des activités par la Société en vue de réduire les coûts et d'augmenter la productivité.

Depuis le début de l'exercice, la Division Produits laitiers (Canada) a été affectée par des conditions de marché concurrentielles, l'augmentation des coûts liés à l'entreposage et à la logistique, le retard dans l'achèvement du projet du nouveau centre de distribution et certaines inefficacités opérationnelles qui ont donné lieu à une hausse des coûts de production. Nous avons l'intention de poser tous les gestes nécessaires afin de mettre en place des mesures pour améliorer la rentabilité de la division.

Dans le Secteur USA, l'intégration des processus et des systèmes de la Division Aliments laitiers (USA) sera terminée d'ici la fin de l'exercice. La Division Aliments laitiers (USA) continuera de bénéficier des initiatives relatives aux prix et d'autres mesures mises en place dans le but d'atténuer les fluctuations des prix des marchandises. Le secteur continue de se concentrer sur les avantages qui peuvent être tirés de la présence nationale de cette division en ce qui a trait à la fabrication et à la distribution.

La Division Fromages (USA) continue de se concentrer sur l'amélioration de l'efficacité opérationnelle en mettant en place des initiatives de réduction des coûts. Suite aux dépenses en immobilisations effectuées à une installation du Midwest à l'exercice précédent, la division commence à bénéficier de la réduction des coûts d'exploitation grâce à l'augmentation de la capacité de fabrication. Avec des objectifs similaires, le secteur continuera d'évaluer les possibilités d'accroître l'efficacité tant dans les installations de fabrication que de distribution aux États-Unis. Il continuera également de surveiller les fluctuations des marchés des produits laitiers et prendra les décisions appropriées pour en limiter l'incidence sur ses activités.

Au cours du reste de l'exercice 2015, nous poursuivons nos efforts visant à accroître le volume enregistré par la Division Fromages (USA), des efforts qui, avec la collaboration de notre Secteur International, seront axés sur la croissance du marché des ventes d'exportation. La Division Fromages (USA) prévoit continuer d'accroître ses activités de distribution et sa part de marché liées à ses gammes de premier ordre de fromages en bâtonnets et de produits aromatisés de fromage bleu.

Le Secteur International continue de chercher à accroître les volumes de ventes sur les marchés existants et de développer d'autres marchés internationaux grâce à ses activités en Argentine, dont la capacité s'est accrue au cours des deux derniers exercices. De plus, le secteur cherchera à accroître les volumes de ventes de fromage à l'exportation provenant de la Division Fromages (USA). L'inclusion de la Division Produits laitiers (Australie) a procuré au Secteur International une plateforme additionnelle afin de viser une croissance à long terme de ses activités liées aux produits laitiers à l'échelle mondiale. Nous avons l'intention d'accélérer la croissance en Australie, en effectuant les dépenses en immobilisations nécessaires et en consacrant des ressources à l'accroissement de la capacité de fabrication, à l'augmentation de l'approvisionnement en lait et à la création de nouvelles opportunités. Le Secteur continuera d'évaluer l'ensemble de ses activités dans le but d'améliorer l'efficacité opérationnelle.

La volatilité continue des prix des marchandises en raison de la conjoncture économique changeante à l'échelle mondiale a une incidence sur les prix et les marchandises du Secteur International, de même que sur les coûts d'autres intrants. Le secteur continue de consacrer des ressources à la mise en place de mesures ayant pour objectif d'atténuer les pressions exercées par le marché sur la rentabilité du secteur.

Nous visons toujours à accroître l'efficacité globale de tous nos secteurs et à poursuivre notre croissance, tant à l'interne que par le biais d'acquisitions.

(signé) Lino Saputo
Lino Saputo
Président du conseil d'administration

(signé) Lino A. Saputo, Jr.
Lino A. Saputo, Jr.
Chef de la direction
et vice-président du conseil d'administration

Le 5 février 2015

AVIS

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Saputo inc. pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 31 décembre 2014 et 2013 n'ont pas fait l'objet d'un examen par un auditeur indépendant.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars CAD, sauf les données par action)
(non audités)

	Pour les périodes de trois mois		Pour les périodes de neuf mois	
	terminées les 31 décembre		terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Revenus	2 821 828 \$	2 343 165 \$	8 143 891 \$	6 747 025 \$
Coûts d'exploitation, excluant l'amortissement (note 4)	2 543 131	2 083 127	7 314 127	6 004 503
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices	278 697	260 038	829 764	742 522
Amortissement	43 936	37 178	124 243	107 156
Intérêts sur la dette à long terme	13 629	12 993	41 921	38 884
Autres charges financières (note 9)	4 494	4 941	13 895	10 904
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	216 638	204 926	649 705	585 578
Impôts sur les bénéfices	62 087	60 791	194 116	171 398
Bénéfice net	154 551 \$	144 135 \$	455 589 \$	414 180 \$
Attribuable :				
Aux actionnaires de Saputo inc.	152 595 \$	144 135 \$	451 326 \$	414 180 \$
À la participation ne donnant pas le contrôle	1 956	-	4 263	-
	154 551 \$	144 135 \$	455 589 \$	414 180 \$
Résultat par action (note 8)				
Bénéfice net				
De base	0,39 \$	0,37 \$	1,15 \$	1,06 \$
Dilué	0,38 \$	0,37 \$	1,14 \$	1,05 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars CAD)
(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Bénéfice net	154 551 \$	144 135 \$	455 589 \$	414 180 \$
Autres éléments du résultat global :				
<i>Éléments pouvant être reclassés au bénéfice net :</i>				
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger	86 178	66 227	92 035	84 713
(Pertes) gains nets non réalisés sur couvertures de flux de trésorerie ¹ (note 10)	(741)	(2 261)	(200)	3 131
Reclassement au bénéfice net de gains sur couvertures de flux de trésorerie ²	-	-	(4 004)	-
Perte non réalisée sur placement de portefeuille	-	(4 461)	-	(4 461)
<i>Éléments qui ne seront pas reclassés au bénéfice net :</i>				
Pertes actuarielles ³	(8 255)	-	(8 255)	-
Autres éléments du résultat global	77 182	59 505	79 576	83 383
Résultat global	231 733 \$	203 640 \$	535 165 \$	497 563 \$
Attribuable :				
Aux actionnaires de Saputo inc.	229 777 \$	203 640 \$	531 386 \$	497 563 \$
À la participation ne donnant pas le contrôle	1 956	-	3 779	-
	231 733 \$	203 640 \$	535 165 \$	497 563 \$

¹ Après (économie) charge d'impôts sur les bénéfices de (452) \$ et de (266) \$ pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2014, respectivement [(785) \$ et 1 089 \$ en 2013].

² Après économie d'impôts sur les bénéfices de 1 716 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014 (néant en 2013).

³ Après économie d'impôts sur les bénéfices de 3 017 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014 (néant en 2013).

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars CAD, sauf les actions ordinaires)
(non audités)

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2014											
	Capital-actions		Réserves					Bénéfices non distribués	Total	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant	Conversion des devises	Couvertures de flux de trésorerie	Placement de portefeuille	Régime d'options sur actions	Total des réserves				
Solde au début de la période	390 138	703 111 \$	183 321 \$	1 528 \$	- \$	57 433 \$	242 282 \$	1 830 911 \$	2 776 304 \$	62 856 \$	2 839 160 \$
Bénéfice net	-	-	-	-	-	-	-	451 326	451 326	4 263	455 589
Autres éléments du résultat global	-	-	92 035	(3 720)	-	-	88 315	(8 255)	80 060	(484)	79 576
Résultat global	-	-	-	-	-	-	-	-	531 386	3 779	535 165
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	-	-	(146 754)	(146 754)	-	(146 754)
Régime d'options sur actions (note 7)	-	-	-	-	-	13 382	13 382	-	13 382	-	13 382
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	2 284	33 396	-	-	-	-	-	-	33 396	-	33 396
Montant transféré des réserves au capital-actions à l'exercice des options	-	7 215	-	-	-	(7 215)	(7 215)	-	-	-	-
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	-	-	3 495	3 495	-	3 495	-	3 495
Actions rachetées et annulées	(1 503)	(2 819)	-	-	-	-	-	(45 967)	(48 786)	-	(48 786)
Solde à la fin de la période	390 919	740 903 \$	275 356 \$	(2 192) \$	- \$	67 095 \$	340 259 \$	2 081 261 \$	3 162 423 \$	66 635 \$	3 229 058 \$

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013											
	Capital-actions		Réserves					Bénéfices non distribués	Total	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant	Conversion des devises	Couvertures de flux de trésorerie	Placement de portefeuille	Régime d'options sur actions	Total des réserves				
Solde au début de la période	393 238	663 275 \$	(5 730) \$	(3 660) \$	- \$	47 439 \$	38 049 \$	1 604 348 \$	2 305 672 \$	- \$	2 305 672 \$
Bénéfice net	-	-	-	-	-	-	-	414 180	414 180	-	414 180
Autres éléments du résultat global	-	-	84 713	3 131	(4 461)	-	83 383	-	83 383	-	83 383
Résultat global	-	-	-	-	-	-	-	-	497 563	-	497 563
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	-	-	(130 509)	(130 509)	-	(130 509)
Régime d'options sur actions (note 7)	-	-	-	-	-	11 807	11 807	-	11 807	-	11 807
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	1 940	24 112	-	-	-	-	-	-	24 112	-	24 112
Montant transféré des réserves au capital-actions à l'exercice des options	-	5 004	-	-	-	(5 004)	(5 004)	-	-	-	-
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	-	-	1 502	1 502	-	1 502	-	1 502
Actions rachetées et annulées	(6 504)	(11 139)	-	-	-	-	-	(143 232)	(154 371)	-	(154 371)
Solde à la fin de la période	388 674	681 252 \$	78 983 \$	(529) \$	(4 461) \$	55 744 \$	129 737 \$	1 744 787 \$	2 555 776 \$	- \$	2 555 776 \$

BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en milliers de dollars CAD)

Aux	31 décembre 2014 (non audités)	31 mars 2014 (audités)
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	47 252 \$	39 346 \$
Débiteurs	802 794	807 409
Stocks	972 558	933 232
Impôts à recevoir	29 541	30 867
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	108 919	84 992
	1 961 064	1 895 846
Immobilisations	2 003 909	1 928 761
Goodwill	2 030 306	1 954 691
Marques de commerce et autres actifs incorporels	494 511	484 830
Autres éléments d'actif	120 264	79 968
Impôts différés	13 155	12 796
Total de l'actif	6 623 209 \$	6 356 892 \$
PASSIF		
Passif à court terme		
Emprunts bancaires (note 5)	200 164 \$	310 066 \$
Créditeurs et charges à payer	833 627	897 222
Impôts à payer	107 949	124 206
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 6)	220 505	393 600
	1 362 245	1 725 094
Dette à long terme (note 6)	1 570 000	1 395 694
Autres éléments de passif	68 651	48 396
Impôts différés	393 255	348 548
Total du passif	3 394 151 \$	3 517 732 \$
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 7)	740 903	703 111
Réserves	340 259	242 282
Bénéfices non distribués	2 081 261	1 830 911
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Saputo inc.	3 162 423	2 776 304
Participation ne donnant pas le contrôle	66 635	62 856
Total des capitaux propres	3 229 058 \$	2 839 160 \$
Total du passif et des capitaux propres	6 623 209 \$	6 356 892 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars CAD)

(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Exploitation				
Bénéfice net	154 551 \$	144 135 \$	455 589 \$	414 180 \$
Ajustements pour :				
Rémunération à base d'actions	5 299	5 382	19 134	15 947
Intérêts et autres charges financières	18 123	17 934	55 816	49 788
Charge d'impôts sur les bénéfices	62 087	60 791	194 116	171 398
Amortissement	43 936	37 178	124 243	107 156
Perte (gain) sur la cession d'immobilisations	118	170	(839)	(244)
Quote-part des bénéfices des coentreprises	(2 950)	-	(5 482)	-
Surfinancement des régimes des employés sur le coût	(4 992)	(3 910)	(3 334)	(9 173)
	276 172	261 680	839 243	749 052
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(19 371)	(6 601)	(127 939)	(52 904)
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	256 801	255 079	711 304	696 148
Intérêts et autres charges financières payés	(18 578)	(23 310)	(52 120)	(54 957)
Impôts sur les bénéfices payés	(55 922)	(21 993)	(165 856)	(129 508)
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	182 301	209 776	493 328	511 683
Investissement				
Placement de portefeuille	-	(4 088)	-	(4 088)
Acquisition d'entreprises	-	-	(64 979)	-
Ajouts aux immobilisations	(54 772)	(46 128)	(128 929)	(143 635)
Produit sur la cession d'immobilisations	376	12	1 749	461
Autres	(20 552)	164	(21 266)	927
	(74 948)	(50 040)	(213 425)	(146 335)
Financement				
Emprunts bancaires	(148 571)	(21 688)	(104 550)	51 142
Produit tiré de l'émission de la dette à long terme	300 000	-	410 000	-
Remboursement de la dette à long terme	(190 928)	(39 885)	(414 191)	(117 964)
Émission de capital-actions	6 629	7 918	33 396	24 112
Rachat de capital-actions	(25 887)	(14 381)	(48 786)	(154 371)
Dividendes	(50 783)	(44 689)	(146 754)	(130 509)
	(109 540)	(112 725)	(270 885)	(327 590)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(2 187)	47 011	9 018	37 758
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(647)	2 764	(1 112)	3 933
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	50 086	35 093	39 346	43 177
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	47 252 \$	84 868 \$	47 252 \$	84 868 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars CAD, sauf pour les données sur les options et les actions.)
(non audités)

NOTE 1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Saputo inc. (la « Société ») est une société ouverte incorporée et domiciliée au Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « SAP ». La Société produit, met en marché et distribue une vaste gamme de produits laitiers à partir du Canada, des États-Unis, de l'Argentine et de l'Australie. L'adresse du siège social de la Société est le 6869 boulevard Métropolitain Est, St-Léonard, Québec, Canada, H1P 1X8. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés (« états financiers ») de la Société pour la période terminée le 31 décembre 2014 comprennent les résultats financiers de la Société et de ses filiales.

Le conseil d'administration a approuvé, le 5 février 2015, la publication des états financiers pour la période terminée le 31 décembre 2014.

NOTE 2 MODE DE PRÉSENTATION

Les états financiers de la Société ont été préparés conformément à IAS 34 – *Information financière intermédiaire*, telle qu'elle est publiée par l'*International Accounting Standards Board* (« IASB »). Conséquemment, certaines divulgations habituellement requises dans la préparation d'un rapport annuel conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») ont été omises ou résumées. Le 5 août 2014, le conseil d'administration a déclaré un dividende en actions correspondant à une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation, ce qui a eu l'effet d'un fractionnement, à raison de deux actions pour une, des actions ordinaires en circulation de la Société. Le dividende sur les actions ordinaires a été versé le 29 septembre 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 19 septembre 2014. Les actions ordinaires de la Société ont commencé à se négocier ex-dividende (en tenant compte du fractionnement) le 30 septembre 2014 et toutes les références aux actions ordinaires, aux options et autres informations connexes dans ce rapport ont été ajustées rétroactivement pour refléter le dividende en actions.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions comptables et méthodes de calcul appliquées dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont les mêmes que celles appliquées par la Société dans ses états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 mars 2014, à l'exception de l'impact de l'adoption des normes, interprétations et amendements décrits plus bas.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés audités de la Société.

INCIDENCE DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES, INTERPRÉTATIONS ET MODIFICATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

L'IASB procède continuellement à de nombreuses révisions des normes en place dans le cadre de ses projets d'amélioration. Un sommaire des normes significatives modifiées et une analyse des changements sont présentés plus bas.

IFRS 2, Paiement fondé sur des actions

L'IASB a modifié les définitions des termes « condition de marché » et « condition d'acquisition de droits », et a ajouté les définitions des termes « condition de performance » et « condition de service ». Une condition d'acquisition de droits est maintenant définie comme étant soit une condition de service, soit une condition de performance. Les modifications clarifient également certaines autres exigences relatives aux conditions de performance, de service, de marché et d'acquisition de droits.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014. La direction continue d'évaluer l'incidence de ces exigences, mais les ajustements qui pourraient découler de ces modifications, le cas échéant, ne devraient pas être significatifs.

IFRS 3, Regroupements d'entreprises

L'IASB a modifié IFRS 3 afin de clarifier le fait que toute contrepartie éventuelle dans un regroupement d'entreprises, qu'il s'agisse d'un actif ou d'un passif, doit continuer d'être évaluée à la juste valeur à chaque date de clôture, peu importe si la contrepartie éventuelle est considérée comme un instrument financier entrant dans le champ d'application d'IFRS 9 ou d'IAS 39 et peu importe s'il s'agit d'un actif ou d'un passif non financier (les variations de la juste valeur doivent être comptabilisées en résultat net).

Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014. La direction ne croit pas qu'elles auront une incidence significative sur les états financiers de la Société.

IFRS 8, Secteurs opérationnels

L'IASB a modifié IFRS 8 afin d'exiger qu'une entité fournisse des informations sur les jugements portés dans le cadre de l'application des critères de regroupement énoncés au paragraphe 12. La norme exige désormais une brève description des secteurs opérationnels qui ont été regroupés selon ces critères et des indicateurs économiques qui ont été évalués pour déterminer que ces secteurs présentent des caractéristiques économiques similaires.

IFRS 8 a également été modifiée afin de clarifier le fait qu'une entité doit présenter un rapprochement entre le total des actifs des secteurs à présenter et le total des actifs de l'entité uniquement si ces montants sont habituellement fournis au principal décideur opérationnel.

Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014. La direction continue d'évaluer leur incidence, mais ne s'attend pas à devoir apporter des ajustements importants aux états financiers.

IFRS 9, Instruments financiers

L'IASB a publié IFRS 9 en novembre 2009 dans le but à long terme de remplacer IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. Depuis, plusieurs modifications ont été apportées à la norme, dont celles faites en juillet et en août 2014 relativement à la classification d'actifs financiers et l'usage d'un modèle unique de dépréciation pour tous les instruments financiers.

Ces modifications, de même que l'application de la norme, entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme, y compris ces modifications.

IFRS 10, États financiers consolidés & IAS 28, Participations dans des entreprises associées

L'IASB a publié une modification du champ d'application restreint à IFRS 10, *États financiers consolidés* et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées* afin de corriger une incohérence reconnue entre les exigences dans IFRS 10 et celles dans IAS 28 lorsqu'il s'agit de la vente ou de la contribution des actifs entre un investisseur et son associé ou un coentreprise. Les nouvelles normes exigent maintenant qu'un gain total ou une perte totale soit comptabilisé lorsque la transaction porte sur une entreprise et qu'un gain partiel ou une perte partielle soit comptabilisé lorsque la transaction porte sur des actifs qui ne constituent pas une entreprise.

Cette modification s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2016. La direction évalue actuellement l'incidence de cette modification.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

L'IASB a modifié la base de conclusion pour IFRS 13 afin de clarifier le fait que la publication de cette norme (et les modifications connexes à IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*) n'entraîne pas l'exigence d'actualiser les créances et les dettes à court terme si le montant est négligeable.

Cette modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014 et ne devrait avoir aucune incidence significative sur les états financiers de la Société.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

L'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, dans le but de fournir aux entités un modèle unique compréhensible pour la comptabilisation des produits tirés de contrats avec des clients. Cette

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

nouvelle norme remplacera les directives actuelles de constatation des produits incluses dans IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IAS 11, *Contrats de construction*, et IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*.

L'objectif de cette norme est de fournir une approche en cinq étapes pour la constatation des revenus qui inclut l'identification des contrats avec les clients, l'identification des obligations de prestation, la détermination des prix de transaction, la répartition des prix de transaction aux obligations de prestation et la constatation des revenus lorsque les obligations de prestation sont remplies. Dans certains cas, les transferts d'actifs qui ne sont pas liés aux activités ordinaires de l'entité devront également répondre à certaines des exigences de constatation et d'évaluation du nouveau modèle. De plus, la norme élargit les exigences actuelles de présentation.

Cette norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme.

IAS 19, Avantages du personnel

IAS 19 a été modifiée afin de clarifier le fait que si le montant des cotisations des membres du personnel (ou de tiers) ne dépend pas du nombre d'années de service, ces cotisations peuvent être portées en diminution du coût des services dans la période au cours de laquelle les services sont rendus, sans être nécessairement rattachées aux périodes de service. Les autres cotisations des membres du personnel (ou de tiers) doivent être rattachées aux périodes de service selon la formule de calcul des cotisations établie par le régime ou de façon linéaire.

Cette modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014 et ne devrait avoir aucune incidence sur les états financiers de la Société.

IAS 19 a également été modifié pour préciser que, dans la détermination du taux d'actualisation pour les prestations sur les bénéficiaires postérieurs à l'emploi, la devise du passif est priorisée au pays où il survient. De plus, là où il n'y a pas de marché d'obligations de sociétés de haute qualité dans cette devise, les obligations gouvernementales dans la devise concernée devraient être utilisées.

Cette modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016. La direction évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme.

IAS 24, Information relative aux parties liées

IAS 24 clarifie le fait qu'une entité de gestion qui fournit à l'entité présentant l'information financière les services de personnes agissant à titre de principaux dirigeants est aussi considérée comme une partie liée de l'entité présentant l'information financière. Par conséquent, les montants engagés par l'entité présentant l'information financière relativement à ces services doivent être inclus dans les montants présentés dans la note sur les transactions entre parties liées. La présentation d'informations sur les composantes des services fournis n'est pas requise.

Cette modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014 et ne devrait avoir aucune incidence sur les états financiers de la Société.

IAS 40, Immeubles de placement

L'IASB a modifié IAS 40 afin de clarifier le fait que les dispositions de cette norme et d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, ne sont pas mutuellement exclusives et que l'application des deux normes peut être requise dans le cas de l'acquisition d'un actif. L'entité doit déterminer si l'actif acquis répond à la définition d'immeuble de placement et si la transaction constitue une acquisition d'entreprise selon IFRS 3.

Cette modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014 et ne devrait avoir aucune incidence sur les états financiers de la Société.

INCIDENCE DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES, INTERPRÉTATIONS ET MODIFICATIONS ADOPTÉES AU COURS DE LA PÉRIODE

Les normes qui suivent ont été adoptées par la Société le 1^{er} avril 2014 :

IAS 36, Dépréciation d'actifs

En mai 2013, l'IASB a publié des modifications à IAS 36 qui n'exigent plus la divulgation des montants recouvrables de chaque unité génératrice de trésorerie ou groupe d'unités pour lesquels une portion importante de la valeur comptable totale du goodwill (ou d'autres actifs incorporels ayant une durée de vie utile indéterminée) leur a été affectée.

NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

L'IASB clarifie que cette exigence est seulement applicable dans l'éventualité d'une perte de valeur ou de la reprise d'une perte de valeur.

Cette modification n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2014.

IAS 39, Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation

En juin 2013, l'IASB a publié des modifications à IAS 39 qui clarifient le fait que la comptabilité de couverture ne prend pas fin en raison de la novation, sous certaines circonstances, d'un dérivé qui a été désigné comme un instrument de couverture. Auparavant, en vertu d'IAS 39, la novation de dérivés entraînait la cessation de la comptabilité de couverture.

Cette modification n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2014.

NOTE 4 COÛTS D'EXPLOITATION, EXCLUANT L'AMORTISSEMENT

	Pour les périodes de trois mois		Pour les périodes de neuf mois	
	terminées les 31 décembre		terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Variations des stocks de produits finis et de produits en cours	10 595 \$	13 552 \$	(16 567) \$	12 682 \$
Matières premières et consommables utilisées	2 042 920	1 647 949	5 923 615	4 742 852
Gain sur change	(4 818)	(2 102)	(9 894)	(1 721)
Avantages du personnel	271 595	233 634	783 693	686 740
Frais de vente	76 943	63 428	220 106	192 373
Autres frais généraux et d'administration	145 896	126 666	413 174	371 577
	2 543 131 \$	2 083 127 \$	7 314 127 \$	6 004 503 \$

Pour le troisième trimestre de l'exercice fiscal 2015, une perte de valeur des stocks de 6 836 000 \$ a été constatée à titre de charge dans les « Coûts d'exploitation excluant l'amortissement », dans la catégorie « Variations des stocks de produits finis et de produits en cours ».

NOTE 5 EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire lui permettant d'obtenir des emprunts bancaires non garantis comme suit :

Facilités de crédit	Échéance	Disponible pour utilisation		Montant utilisé	
		Équivalent en devise			
		canadienne	Devise de base	31 décembre 2014	31 mars 2014
Amérique du Nord - USA	Décembre 2019 ¹	232 020	200 000 USD	56 845 \$	95 073 \$
Amérique du Nord - Canada	Décembre 2019 ¹	348 030	300 000 USD	-	80 285
Argentine	Annuelle ²	192 488	1 404 000 ARS	101 470	79 487
Australie	Annuelle ³	152 795	161 000 AUD	41 849	55 221
		925 333		200 164 \$	310 066 \$

¹ Porte mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 1 % ou le taux LIBOR ou le taux des acceptations bancaires majoré de 0,85 % jusqu'à un maximum de 2 %, selon les notations de crédit de la Société.

² Portent mensuellement intérêt au taux local et peuvent être utilisées en pesos argentins ou en dollars américains.

³ Portent mensuellement intérêt au taux des acceptations bancaires australiennes majoré de 0,85 % (prélèvements en AUD) ou au taux LIBOR majoré de 0,75 % (prélèvements en USD).

NOTE 6 DETTE À LONG TERME

	31 décembre 2014	31 mars 2014
Facilité de prêt bancaire à terme non garantie		
Obtenu en octobre 2013 et échéant en décembre 2019 (500 000 000 \$) ¹	362 500 \$	374 375 \$
Obtenu en décembre 2012 et échéant en décembre 2019 (tranche USD 350 000 000 \$) ²	58 005	179 644
Obtenu en décembre 2012 et échéant en décembre 2019 (tranche CAD 850 000 000 \$) ²	850 000	850 000
Effets de premier rang non garantis ³		
8,41 %, émis en novembre 1999 et échéant en novembre 2014 (50 000 000 \$ US)	-	55 275
5,34 %, émis en juin 2009 et échéant en juin 2014	-	110 000
5,82 %, émis en juin 2009 et échéant en juin 2016	220 000	220 000
2,65 %, émis en novembre 2014 et échéant en novembre 2019	300 000	-
	1 790 505 \$	1 789 294 \$
Tranche échéant à moins d'un an	220 505	393 600
	1 570 000 \$	1 395 694 \$
Les remboursements de capital se répartissent comme suit:		
Moins de 1 an	220 505 \$	393 600 \$
De 1 à 2 ans	432 500	213 819
De 2 à 3 ans	212 500	1 181 875
De 3 à 4 ans	212 500	-
De 4 à 5 ans	712 500	-
Plus de 5 ans	-	-
	1 790 505 \$	1 789 294 \$

¹ Porte mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 1 % ou le taux des acceptations bancaires majoré de 0,85 % jusqu'à un maximum de 2 %, selon les notations de crédit de la Société.

² Porte mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 1 % ou le taux LIBOR ou le taux des acceptations bancaires majoré de 0,85 % jusqu'à un maximum de 2 %, selon les notations de crédit de la Société. Avec prise d'effet le 4 février 2013, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt afin de fixer le taux pour le terme total de la tranche libellée en dollars américains et pour 700 000 000 \$ de la tranche libellée en dollars canadiens de la facilité de prêt bancaire à terme non garantie, pour la période se terminant en décembre 2016. Le taux d'intérêt effectif fixe est de 1,58 % (majoré d'un écart applicable) pour la tranche libellée en dollars canadiens et de 0,31 % (majoré d'un écart applicable) pour la tranche libellée en dollars américains.

³ Les paiements d'intérêts sont semi-annuels.

Le 14 novembre 2014, Saputo inc. a déposé un prospectus préalable de base simplifié permettant un placement de billets de premier rang non assortis d'une sûreté auprès du public sur une période de 25 mois dans le cadre d'un programme de billets à moyen terme. Le 26 novembre 2014, la Société a émis des billets à moyen terme de série 1 par un montant de 300 000 000 \$ portant intérêt à un taux annuel de 2,654 % et échéant le 26 novembre 2019. Les intérêts sont payables en versements semestriels égaux.

La facilité de crédit bancaire nord-américaine (note 5) de même que la facilité de prêt bancaire à terme non garantie (note 6) ont été amendées en date du 17 décembre 2014 afin de reporter leur échéance jusqu'au 31 décembre 2019. Ces amendements comprennent une modification de la formule d'établissement des taux d'intérêt qui étaient antérieurement établis en fonction du levier financier et qui sont maintenant basés sur les notations de crédit de la Société.

NOTE 7 CAPITAL-ACTIONS

Émis

	31 décembre 2014	31 mars 2014
390 919 145 actions ordinaires (390 137 824 actions ordinaires au 31 mars 2014)	740 903 \$	703 111 \$

Dividende en actions

Le 5 août 2014, le conseil d'administration a déclaré un dividende en actions correspondant à une action ordinaire pour chaque action ordinaire émise et en circulation, ce qui a eu l'effet d'un fractionnement, à raison de deux actions pour une, des actions ordinaires en circulation de la Société. Le dividende sur les actions ordinaires a été versé le 29 septembre 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 19 septembre 2014. Les actions ordinaires additionnelles ont été émises le 29 septembre 2014. Le nombre total d'actions ordinaires présenté plus haut reflète rétroactivement l'impact du fractionnement, à raison de deux actions pour une.

Régime d'option d'achat d'actions

Le nombre d'options en circulation, pour les périodes de neuf mois, a varié de la façon suivante :

	31 décembre 2014		31 décembre 2013	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de la période	16 896 962	18,26 \$	16 751 862	15,39 \$
Options octroyées	4 125 652	27,74 \$	4 130 538	25,55 \$
Options levées	(2 284 721)	14,62 \$	(1 938 706)	12,44 \$
Options annulées	(269 598)	24,53 \$	(495 734)	22,57 \$
Solde à la fin de la période	18 468 295	20,73 \$	18 447 960	17,79 \$

Le prix d'exercice des options octroyées durant l'exercice 2015 est de 27,74 \$, ce qui correspond à la moyenne pondérée du cours des actions sur le marché pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi (25,55 \$ pour l'exercice 2014).

La juste valeur moyenne pondérée des options octroyées durant l'exercice 2015 a été estimée à 5,46 \$ par option (5,77 \$ pour l'exercice 2014) au moyen du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	31 décembre 2014	31 mars 2014
Moyenne pondérée :		
Taux d'intérêt sans risque	1,71 %	1,34 %
Durée prévue des options	5,3 ans	5,5 ans
Volatilité	23,43 %	26,96 %
Taux de dividendes	1,82 %	1,66 %

Une charge de rémunération de 4 640 000 \$ (3 912 000 \$ après impôts sur les bénéfices) et de 13 382 000 \$ (11 326 000 \$ après impôts sur les bénéfices) relative aux options sur actions a été comptabilisée à l'état des résultats pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2014, respectivement. Une charge de rémunération de 3 992 000 \$ (3 789 000 \$ après impôts sur les bénéfices) et de 11 806 000 \$ (10 465 000 \$ après impôts sur les bénéfices) a été comptabilisée pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2013, respectivement.

NOTE 8 RÉSULTAT PAR ACTION

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
	Bénéfice net attribuable aux actionnaires de Saputo inc.	152 595 \$	144 135 \$	451 326 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	390 748 957	388 442 568	390 986 087	390 550 686
Options dilutives	6 154 995	5 012 752	6 026 381	5 208 806
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	396 903 952	393 455 320	397 012 468	395 759 492
Bénéfice de base par action	0,39 \$	0,37 \$	1,15 \$	1,06 \$
Bénéfice dilué par action	0,38 \$	0,37 \$	1,14 \$	1,05 \$

Lors du calcul du bénéfice dilué par action pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2014, aucune option n'a été exclue du calcul puisque leur prix d'exercice est inférieur à la valeur de marché moyenne des actions ordinaires pour la période (3 859 378 options ont été exclues pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2013).

Les actions rachetées dans le cadre des programmes de rachat dans le cours normal des activités ont été exclues du calcul du bénéfice par action à la date de rachat.

NOTE 9 AUTRES CHARGES FINANCIÈRES

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
	Charges financières	4 631 \$	5 037 \$	14 225 \$
Revenus financiers	(137)	(96)	(330)	(325)
	4 494 \$	4 941 \$	13 895 \$	10 904 \$

NOTE 10 INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société a déterminé que la juste valeur de certains de ses actifs financiers et passifs financiers ayant des échéances à court terme équivaut à leur valeur comptable. Ces instruments financiers incluent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs, les emprunts bancaires, les créditeurs et les charges à payer. Le tableau qui suit présente la juste valeur et la valeur comptable d'autres instruments financiers au 31 décembre 2014 et au 31 mars 2014.

	31 décembre 2014		31 mars 2014	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Couvertures de flux de trésorerie				
Swaps de taux d'intérêt (niveau 2)	(2 130) \$	(2 130) \$	(2 671) \$	(2 671) \$
Contrats à terme sur marchandises (niveau 2)	(1 008)	(1 008)	-	-
Dérivés de change (niveau 2)	-	-	140	140
Dérivés non désignés dans une relation de couverture officielle				
Swaps de devises (niveau 2)	(33) \$	(33) \$	3 \$	3 \$
Contrats à terme sur marchandises (niveau 2)	(2 024)	(2 024)	162	162
Dettes à long terme	1 805 177	1 790 505	1 808 190	1 789 294

NOTE 11 INFORMATION SECTORIELLE

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Revenus				
Canada	1 005 355 \$	955 619 \$	2 926 179 \$	2 772 203 \$
USA	1 394 476	1 138 013	4 031 513	3 269 904
International	421 997	249 533	1 186 199	704 918
	2 821 828 \$	2 343 165 \$	8 143 891 \$	6 747 025 \$
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices				
Canada	102 101 \$	116 110 \$	322 237 \$	348 469 \$
USA	139 484	121 144	393 867	341 681
International	37 112	22 784	113 660	52 372
	278 697 \$	260 038 \$	829 764 \$	742 522 \$
Amortissement				
Canada	15 672 \$	13 694 \$	43 917 \$	40 562 \$
USA	23 682	22 106	67 405	62 840
International	4 582	1 378	12 921	3 754
	43 936 \$	37 178 \$	124 243 \$	107 156 \$
Charges financières, montant net	18 123	17 934	55 816	49 788
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	216 638	204 926	649 705	585 578
Impôts sur les bénéfices	62 087	60 791	194 116	171 398
Bénéfice net	154 551 \$	144 135 \$	455 589 \$	414 180 \$

NOTE 12 ACQUISITION D'ENTREPRISES

Scotsburn Co-Operative Services Limited

La Société a conclu, le 14 avril 2014, l'acquisition des activités relatives au lait nature de Scotsburn Co-Operative Services Limited, située dans les Maritimes. Ses activités comprennent la fabrication, la vente, la commercialisation, la distribution et le merchandising de produits, dont le lait nature, la crème, la crème sure, les préparations pour crème glacée et le fromage cottage, principalement sous la marque Scotsburn. La répartition préliminaire du prix d'acquisition est présentée plus bas. La répartition finale sera complétée d'ici au 31 mars 2015.

Scotsburn Co-Operative Services Limited		
Actifs acquis	Stocks	5 132 \$
	Frais payés d'avance et autres éléments d'actifs	777
	Immobilisations	22 455
	Goodwill	23 651
	Marques de commerce et autres actifs incorporels	14 973
Passifs repris	Créditeurs et charges à payer	(2 009)
Actifs nets acquis et contrepartie totale payée		64 979 \$

Le goodwill comptabilisé représente la valeur attribuée aux synergies futures prévues et à la main-d'œuvre regroupée.

NOTE 13 ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Le 2 février 2015, la Société a complété la transaction précédemment annoncée le 18 décembre 2014 avec Boulangerie Canada Bread, Limitée, une unité d'affaires de Grupo Bimbo S.A.B. de C.V., dans le cadre de laquelle elle a vendu Saputo Boulangerie inc., la Division Boulangerie de la Société classée dans le Secteur Canada. Le prix de vente de 120 000 000 \$ sur une base libre d'endettement a été reçu comptant à la clôture. Dans l'exercice 2014, la Division Boulangerie avait environ 139 000 000 \$ en revenus et représentait moins de 2 % du chiffre d'affaires consolidé de Saputo.

ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Calcul du ratio de couverture par le bénéfice

Le tableau qui suit présente le ratio de couverture par le bénéfice pour la période de 12 mois terminée le 31 décembre 2014 :

Ratio de couverture par le bénéfice	11,88 fois
--	-------------------

Le ratio de couverture par le bénéfice correspond au bénéfice net (avant intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières et impôt sur le résultat) pour la période applicable divisé par les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières pour la période applicable.